Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac STMG, veuillez visiter :
coursbacstmg.fr/annales-sujets-et-corriges

BAC STMG • CORRIGÉ DÉTAILLÉ

Bac STMG

Droit et Économie

Session 2022 • Code sujet : **22-MGDEPO1** • Durée : **4 heures** • Coefficient : **16**

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. Droit de propriété et troubles de voisinage (5 questions) **Page 3**

2. Chômage, inégalités, politique sociale et croissance (6 questions) **Page 5**

3. Ce qu'il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ) (Synthèse & Q&A Examen) **Page 8**

Sujet officiel (PDF) : https://coursbacstmg.fr/assets/annales/bac-stmg/Droit et économie/2022/Bac STMG - Droit et économie - Session 2022 - 8-Sujet.pdf

1. Droit de propriété et troubles de voisinage

Rachida et Thomas Bastide sont propriétaires d'une maison accueillant des chambres d'hôtes, dont la vue sur la vallée constitue un atout pour leur activité. Ils envisagent de saisir la justice pour faire enlever les matériaux entreposés par leur voisin Fabrice Pons, qui affirme les conserver en vue de travaux futurs.

Question 1. Résumez les faits en utilisant des qualifications juridiques.

Rachida et Thomas Bastide sont propriétaires d'un fonds immobilier voisin de celui de Fabrice Pons. Ils y exploitent une activité de chambres d'hôtes. Fabrice entrepose sur son terrain des gravats, des pierres et des barres de fer, en indiquant les réserver à de futurs travaux. Cet entreposage réduit la vue sur la vallée depuis la maison des époux et peut affecter leur activité. Les propriétaires voisins sont donc en désaccord sur les limites de l'exercice du droit de propriété de Fabrice. Les époux envisagent une action en justice pour obtenir l'enlèvement des matériaux.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Un différend oppose des propriétaires voisins au sujet d'un entreposage qui réduit la vue depuis la maison et peut affecter l'activité de chambres d'hôtes.

Question 2. Développez l'argumentation juridique que les époux Bastide peuvent avancer en justice pour demander l'enlèvement des gravats, des pierres et des barres de fer.

1. **Règle :** selon l'article 544 du Code civil, le propriétaire jouit de son bien sous réserve de ne pas en faire un usage abusif. L'abus peut résulter d'une intention de nuire ou d'un usage sans motif légitime et sérieux. Le trouble anormal de voisinage est caractérisé si le trouble est grave et continu. La Cour de cassation a aussi admis qu'un encombrement visible puisse constituer un tel trouble.
2. **Application :** l'amas s'accroît, réduit la vue et peut nuire à l'activité d'hébergement des Bastide. Les époux peuvent soutenir que le trouble est grave et continu et que le stockage n'a pas de justification sérieuse. Ils peuvent aussi invoquer le règlement sanitaire si l'état des lieux révèle un défaut de propreté.
3. **Conclusion :** ils peuvent demander au juge l'enlèvement des matériaux.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Les époux peuvent demander l'enlèvement des matériaux pour trouble anormal de voisinage ou abus du droit de propriété.

Question 3. Présentez l'argumentation juridique que Fabrice Pons peut opposer aux époux Bastide.

Fabrice peut invoquer l'article 544 du Code civil : il est en principe libre d'utiliser son terrain et affirme que les matériaux sont destinés à de futurs travaux, ce qui constitue un motif d'utilisation. Il peut contester l'abus de droit, faute d'intention de nuire ou de preuve que l'entreposage est dépourvu de motif légitime et sérieux. Il peut aussi soutenir que la présence depuis quelques jours ne démontre pas un trouble à la fois grave et continu, et que les époux doivent en établir les effets concrets sur leur vue et leur activité. Enfin, l'entreposage ne suffit pas, à lui seul, à prouver un manquement à l'obligation de propreté du règlement sanitaire.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Fabrice peut invoquer son droit de propriété, l'usage des matériaux pour de futurs travaux et l'absence de preuve d'un trouble grave et continu ou d'un abus.

Au choix

Question 4a. Expliquez en quoi le droit joue un rôle de pacification de la société.

Le droit pacifie la société en fixant des règles communes qui encadrent les libertés et protègent les droits de chacun. Il permet de régler les désaccords sans recourir à la force ou à la vengeance. Les parties peuvent rechercher un accord ou saisir une juridiction indépendante. Le juge qualifie les faits, applique les règles de droit et tranche le litige par une décision qui peut s'imposer aux parties. Ainsi, le droit prévient les conflits, organise leur règlement et contribue au maintien de l'ordre social.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Le droit prévient les conflits et permet de les résoudre de manière impartiale, par des règles et des décisions qui protègent les droits de chacun.

Question 4b. Expliquez les enjeux de la protection du droit de propriété au plan économique.

Enjeu	Effet économique
Sécurité juridique	Les propriétaires peuvent prévoir et organiser l'usage de leurs biens.
Investissement	La protection encourage l'entretien, l'aménagement et la création d'activités.
Échanges et financement	Un bien peut être vendu, loué ou utilisé comme garantie d'un crédit.
Limites	Le droit de propriété doit respecter la loi et les droits des voisins.

La protection du droit de propriété donne confiance aux ménages et aux entreprises : ils peuvent exploiter leurs biens, en tirer des revenus et les transmettre. Elle favorise ainsi l'investissement, les échanges et l'activité économique, sans rendre ce droit absolu.

✓ RÉPONSE À RETENIR

La protection de la propriété sécurise l'investissement, l'exploitation des biens, les échanges et la création d'activités, dans le respect des droits d'autrui.

2. Chômage, inégalités, politique sociale et croissance

Les documents présentent des données sur le chômage et la croissance en France ainsi que des informations sur les origines et les effets des inégalités. Ils abordent aussi les conséquences de la crise sanitaire et comparent les politiques sociales américaine et européenne.

Question 1. Calculez le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) pour 2019 à partir des données fournies.

Le taux de chômage au sens du BIT se calcule en rapportant le nombre de chômeurs à la population active, puis en multipliant par 100. En 2019, l'annexe indique 2 506 milliers de chômeurs et 29 682 milliers d'actifs. Les deux effectifs étant exprimés dans la même unité, celle-ci s'annule dans le rapport. Le calcul donne environ 8,44 %, soit 8,4 % après arrondi à un chiffre après la virgule.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Taux de chômage en 2019 : 8,4 %.

Question 2. Déterminez s'il existe un lien entre le taux de chômage et le taux de croissance depuis 2000.

Le graphique suggère globalement une relation inverse entre croissance et chômage : lorsque la croissance ralentit ou devient négative, le chômage tend à augmenter ; lorsqu'elle se redresse, le chômage tend à diminuer. La crise de 2008-2009 illustre cette tendance. Toutefois, les évolutions ne sont ni parfaitement simultanées ni systématiques : le chômage peut réagir avec retard et dépend aussi d'autres facteurs. En 2020, la chute de la croissance est particulièrement marquée.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Oui, globalement, une croissance plus faible s'accompagne d'un chômage plus élevé, parfois avec retard.

Question 3. Identifiez les origines des inégalités en France.

Origine des inégalités	Éléments des annexes
Revenus et emploi	Les 10 % les mieux rémunérés gagnent au moins 2,9 fois plus que les 10 % les moins rémunérés ; le chômage touche 17,7 % des ouvriers non qualifiés contre 3,5 % des cadres.
Diplôme et origine sociale	15,8 % des non-diplômés sont au chômage ; les enfants de cadres sont trois fois plus nombreux à l'université que ceux d'ouvriers.
Autres facteurs	Pauvreté, précarité énergétique, décrochage scolaire et inégalités entre les femmes et les hommes.

Ces inégalités concernent les revenus, l'emploi, l'éducation et les conditions de vie. Elles se cumulent : le milieu social influence l'accès aux études et aux emplois, tandis que le niveau de diplôme est associé à des risques de chômage différents. Les annexes signalent aussi la pauvreté, les écarts entre femmes et hommes et la précarité énergétique. Ces facteurs contribuent à différencier les parcours et les ressources des individus.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Les inégalités ont notamment pour origine les revenus, l'emploi, le diplôme, l'origine sociale, le genre et les conditions de vie.

Question 4. Expliquez les conséquences de la politique sociale américaine face à la crise sanitaire.

Les États-Unis ont laissé les entreprises licencier et ont versé aux demandeurs d'emploi des chèques de 600 dollars par semaine, en complément d'indemnisations chômage limitées. Cette politique a eu plusieurs effets :

- Le chômage est passé de 3,5 % en février à 14,7 % en avril 2020, puis à 8 % en septembre.
- Les chèques ont soutenu les ménages : leurs revenus ont augmenté de 10 % au deuxième trimestre.
- La moindre protection des salariés s'accompagne de pertes d'emplois rapides, mais permet un rebond de l'activité plus rapide qu'en Europe, au prix d'inégalités plus fortes.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Les chèques ont soutenu les revenus, mais les licenciements ont provoqué une forte hausse du chômage et une protection moindre des salariés.

Au choix

Question 5a. Rédigez une argumentation permettant de répondre à la question : les inégalités constituent-elles un frein à la croissance ?

Les inégalités peuvent freiner la croissance, surtout lorsqu'elles sont fortes et durables. L'annexe de l'OCDE souligne que les ménages modestes ont moins accès à l'éducation et à la formation : les compétences et le potentiel productif sont alors moins développés. Les inégalités d'emploi et les emplois précaires réduisent aussi les possibilités d'insertion et de mobilité sociale, tout en affaiblissant la cohésion. Toutefois, des écarts de revenus peuvent aussi inciter à se former ou à entreprendre. Pour limiter les effets négatifs, des politiques d'éducation, de formation et d'accès à l'emploi peuvent soutenir à la fois l'égalité des chances et la croissance à long terme.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Oui, des inégalités fortes freinent la croissance à long terme en réduisant les compétences, les opportunités et la mobilité sociale.

Question 5b. Rédigez une argumentation permettant de répondre à la question : les investissements directs à l'étranger (IDE) ont-ils un effet positif pour l'économie des pays qui en bénéficient ?

Les investissements directs à l'étranger (IDE) peuvent avoir des effets positifs pour le pays d'accueil : ils apportent des capitaux, peuvent créer des emplois et favoriser l'accès à des technologies et à des compétences nouvelles. Ils peuvent aussi stimuler l'activité des fournisseurs locaux et les exportations. Toutefois, ces retombées ne sont pas automatiques : elles sont plus faibles si l'entreprise reste peu liée à l'économie locale ou rapatrie l'essentiel

de ses bénéfices. Les effets sur l'emploi, les salaires et l'environnement dépendent également des activités implantées et de leur encadrement. Ainsi, les IDE sont bénéfiques lorsque leurs retombées locales sont durables et que leurs coûts économiques et sociaux sont maîtrisés.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Les IDE peuvent apporter capitaux, emplois et compétences, mais leurs effets positifs dépendent des retombées locales et de leur encadrement.

SYNTHÈSE DE L'ÉPREUVE & RÉFÉRENTIEL • BAC STMG

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2022)

Bilan de l'épreuve : Épreuve de Droit et Économie du baccalauréat technologique STMG, session 2022, code 22-MGDEPO1, d'une durée de quatre heures et coefficient 16. Elle comporte deux parties indépendantes de 10 points chacune. La partie juridique étudie le droit de propriété et les troubles de voisinage; la partie économique traite du chômage, des inégalités, des politiques sociales et de la croissance. Les compétences évaluées incluent calcul, analyse documentaire et argumentation.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- Taux de chômage BIT = nombre de chômeurs au sens du BIT divisé par la population active, puis multiplié par 100.
- L'abus du droit de propriété peut être caractérisé par une intention de nuire ou par une action sans motif légitime et sérieux.
- Le trouble anormal de voisinage s'apprécie notamment selon la gravité et la continuité de la nuisance.
- Le sujet met en regard les effets des inégalités sur la croissance et les différences de protection sociale entre États-Unis et Europe.

Points de vigilance & attentes du jury

- Pour le taux de chômage, utilisez les effectifs de 2019 et indiquez clairement le calcul et le résultat en pourcentage.
- Pour le graphique, décrivez les évolutions du chômage et de la croissance avant de conclure sur leur lien.
- Dans l'analyse juridique, distinguez les règles applicables, les faits pertinents et leur application à la situation.
- Traitez les deux parties et choisissez une seule question parmi 4a ou 4b, puis une seule parmi 5a ou 5b.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment calculer le taux de chômage demandé pour 2019 ?

Divisez les 2 506 milliers de chômeurs par les 29 682 milliers d'actifs, puis multipliez par 100. Le résultat est d'environ 8,4 %. Les deux données étant exprimées en milliers, elles peuvent être divisées directement.

Q : Comment argumenter sur le trouble de voisinage lié à la perte de vue ?

Examinez si la nuisance est excessive, notamment au regard de sa gravité et de sa continuité. La perte de vue peut être mise en relation avec l'activité d'hébergement, tandis que le voisin peut invoquer son droit de propriété et le motif des travaux.

Q : Quelle est l'organisation de l'épreuve et comment gérer les choix ?

L'épreuve dure quatre heures et comprend deux parties à traiter, chacune valant 10 points. Vous pouvez choisir leur ordre, mais devez indiquer la partie traitée et répondre à une seule question parmi 4a ou 4b et parmi 5a ou 5b.

Q : Le sujet donne-t-il un barème détaillé pour chaque question ?

Le sujet indique une répartition de 10 points pour la partie juridique et de 10 points pour la partie économique, sans détailler les points par question. Appuyez vos réponses sur les documents, vos connaissances et une argumentation structurée.

Sujet officiel associé (PDF) : https://coursbacstmg.fr/assets/annales/bac-stmg/Droit et économie/2022/Bac STMG - Droit et économie - Session 2022 - 8-Sujet.pdf
Ressources Bac STMG : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.